



Eco-quartiers et Eco-villes

Liens, articulations, dysfonctions entre les logiques d'échelles et de politiques publiques

Le 29 janvier 2010

***Lieu du séminaire : MEEDDAT, Arche Sud (La Défense) salle 34M29
Séminaire de l'O.I.P.R. n°93***

Matin

- *Mot d'accueil : Claude SPOHR, Commissariat Général au Développement Durable du MEEDDM, Mission prospective.*
- *Introduction André TORRE, Président de l'ASRDLF, Directeur de recherche à l'INRA – Agroparistech.*
- *Laurence CONSTANS. Adjointe au Sous-Directeur , DGALN/DHUP/AD au MEEDDM*
- *Pierre KERMEN Chargé de Mission au Développement Durable de l'Université Joseph Fourier, Grenoble 1, Institut de Géographie Alpine, Institut d'Urbanisme de Grenoble*
- *Yves CONTASSOT, Adjoint Vert à la Mairie du 13ème, Paris*
- *Bertrand BARRERE, fondateur et dirigeant du REDD (Ressources pour le Développement Durable), Strasbourg*
- *Yves BONARD, Géographe et urbaniste, Chercheur à l'Observatoire de la ville et du développement durable à l'Université de Lausanne*
- *Catherine CHARLOT-VALDIEU, CSTB*
- *Jean-Pierre ORFEUIL, Professeur, Université de Paris 12.*

Après-midi

- *Lise BOURDIEU-LEPAGE, Maître de Conférence, Université Paris-Sud 11*
- *Eric VIDALENC, Service Economie de l'ADEME*
- *Michel MOUSSEL, Président-Fondateur de l'association 4D*
- *Michel SALOFF-COSTE, Chercheur, responsable du Club de Budapest.*
- *Anne QUERRIEN, DGALN-PUCA, Revue Annales de la Recherche Urbaine*

Conclusion. Guy Loinger, Secrétaire Général de l'OIPR, Délégué du GEISTEL, et fondateur de la revue Territoires du Futur

***Observatoire International de Prospective Régionale
OIPR, 58 rue Daguerre, 75014 Paris tél : 01 45 65 09 98. Mail : geistel@wanadoo.fr
Site web: www.reperes-oipr.co***

Eco-quartiers et Eco-villes

Liens, articulations, dysfonctions entre les logiques d'échelles et de politiques publiques

Programme du séminaire du 29 janvier 2010

- 9h30-9h40 *Mot d'accueil : Claude SPOHR, Commissariat Général au Développement Durable du MEEDDM, Mission prospective.*
- 9h40-9h40 *Introduction André TORRE, Président de l'ASRDLF, Directeur de recherche à l'INRA –Agroparistech.*
- 9h40-10h *Laurence CONSTANS. Adjointe au Sous-Directeur, DGALN/DHUP/AD au MEEDDM. L'expérience du MEEDDM sur le lien quartiers durables/ville durable*

1ère séquence : quatre cas concrets : Grenoble, Paris, Fribourg et Lausanne

- 10h-10h20 *Pierre KERMEN Chargé de Mission au Développement Durable de l'Université Joseph Fourier, Grenoble 1, Institut de Géographie Alpine, Institut d'Urbanisme de Grenoble. Le cas du quartier expérimental de Bonne. La culture constructive et de l'aménagement, une culture du lieu politique.*
- 10h20-10h40 *Yves CONTASSOT, Adjoint Vert à la Mairie du 13ème, Paris. Le cas de l'Eco-ZAC de Rungis (13 ème) et l'articulation avec le niveau ville de Paris*
- 10h40-11h *Bertrand BARRERE, fondateur et dirigeant du REDD (Ressources pour le Développement Durable), Strasbourg. Le cas du quartier Vauban à Fribourg et autres cas en Allemagne*
- 11h-11h20 *Yves BONARD, Géographe et urbaniste, Chercheur à l'Observatoire de la ville et du développement durable à l'Université de Lausanne. Produire de la justice spatiale par un projet d'Ecoquartier ? le cas de Lausanne (Suisse)*
- *11h20-11h40 Débat*
- *12h-12h15 Pause*

2ème séquence : quels enseignements en tirer dans l'articulation quartiers durables-villes durable

- 12h15-12h40 *Catherine CHARLOT-VALDIEU, CSTB. Méthodologie de la mise en œuvre du développement durable aux différentes échelles urbaines. Auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet dont « L'urbanisme durable » avec Philippe Outrequin (Editions du Moniteur), Développement durable et renouvellement urbain, l'Harmattan, 2007*
- 12h40-13h. *Jean-Pierre ORFEUIL, Professeur, Université de Paris 12 Réflexions sur le rapport local/global et l'écoville.*
- *13h-13h20 Débat*
- *13h20-14h30 Déjeuner*

Après-midi

3ème séquence : La question de la ville post-carbone à travers les pratiques d'aménagement locales

- 14h30-14h50 *Lise BOURDIEU-LEPAGE, Maître de Conférence, Université Paris-Sud 11. Formes urbaines et développement durable. Quelques pistes de réflexions.*
- 14h40-15h20 *Eric VIDALENC, Service Economie de l'ADEME. « La ville, levier de transition vers une société post-carbone ? »*
- *15h20-15h40 Débat*
- *15h40-15h50 Pause*
- 15h50-16h10. *Michel MOUSSEL, Président-Fondateur de l'association 4D. L'expérience de 4D dans le champ de la société civile.*
- 16h10-16h30 *Michel SALOFF-COSTE, Chercheur, responsable du Club de Budapest Le triangle des opportunités offert par une nouvelle vision de l'énergie, de la mobilité et de l'informatique*
- 16h30-16h50. *Anne QUERRIEN, DGALN-PUCA, Revue Annales de la Recherche Urbaine. Portée et limite de la problématique de la ville post-carbone*
- *16h50-17h10 Débat*
- *17h10-17h15 Guy LOINGER, Conclusions*

Fin du séminaire 17h15.

Propos introductifs

La question de l'imbrication entre les pratiques d'aménagement urbain à l'échelle de quartiers (le plus souvent de micro-quartiers) et les pratiques d'aménagement à l'échelle de la ville en tant qu'entité globale est une question, si l'on peut dire, « vieille comme le monde ». Elle rejoint les débats, mais sur un mode plus pacifique, que les mouvements sociaux ont portés de tout temps entre deux types de démarches :

-l'approche du changement social basée sur les initiatives de petits groupes de militants et d'activistes qui entendent prouver par l'excellence de leurs pratiques qu'il est possible de vivre autrement, sans attendre un hypothétique « grand soir », en donnant l'exemple par un ensemble d'initiatives coordonnées sous l'impulsion de groupes bien structurés ayant une vision du monde précise et qui élaborent une stratégie du changement globale par une série de petits pas, travers un ensemble d'expériences qui finissent par « faire système », et entraîner un changement global au sein de la société civile, ce que l'on a coutume d'appeler le gradualisme. Dans cette hypothèse la critique sociale se fait à travers toute une série de prises de consciences individuelles comme condition d'une adhésion à un mouvement qui se fait en marchant, jusqu'au moment où le cadre global tombe comme un fruit mûr pour laisser place à une nouvelle dynamique, un nouveau mouvement

-l'approche du changement social sur la base d'un changement global préalable à des initiatives prises par les différents groupes ou collectifs : le changement du cadre général est considéré dans ce cas comme la condition de l'émergence d'une multitude d'initiatives, sensées libérer les énergies. Dans ce cas, le mouvement global sert de cadre et d'impulsion aux actions locales et micro-locales, il ouvre des perspectives dans lesquelles les initiatives locales vont pouvoir prendre leur essor. Dans cette hypothèse, la critique sociale s'efforce de démontrer que le système tel qu'il existe est auto bloquant et qu'il ne sert à rien de prendre des initiatives parcellaires, parcequ'elles débouchent sur une impasse globale. C'est précisément la conscience de cette impasse globale qui est de nature à mobiliser les initiatives et faire « sauter les verrous » qui empêchent les progrès de se réaliser.

Transposé à l'univers de la ville, la première démarche prend la forme de mini collectifs très actifs qui vont, toute chose égale par ailleurs, monter (et se montrer) que l'on peut vivre et habiter dans des logements construits autrement, moins consommateur en énergie primaires produits par l'économie globale, capables de s'autoréguler sur certains paramètres clés comme l'eau, l'énergie, la gestion des déchets, donc de réduire leur empreinte écologique. Les formes spatiales requises par cette nouvelle intelligence architecturale et urbaine entraînent à son tour des effets sur le mode d'organisation de la vie quotidienne des leurs habitants, à travers un apprentissage collectif de la gestion de ces collectifs d'habitats différents, la redécouverte du lien de voisinage. Ceux qui prennent le train en marche s'associent dans des collectifs d'auto-construction ou du moins d'achats collectifs de terrains et la constitution de sociétés civiles immobilières qui vont auto-gérer leurs projets. Si de nombreux collectifs locaux font de même, c'est finalement des quartiers entiers qui vont donner une certaine lisibilité à l'idée qu'il est possible de vivre au quotidien autrement : arrive le moment où le développement des transports en communs crée un effet d'éviction par rapport aux modes de transports individuels à forte émissions de CO2. Une ville nouvelle émerge, basée sur le couple transports collectifs et mobilité douce. La ville devient durable, « sans bruit » si l'on peut dire. Le contact avec la nature, une nature retrouvée devient possible grâce à la mise en place de circuits de productions/consommations courts dans le domaine alimentaire (les AMAP...). Ainsi, par l'exemple et l'effet démonstratif, on irait peu à peu et finalement par effets multiplicateurs vers une ville douce et une société apaisée.

La démarche par le global appliqué à la ville passe, quant à elle, par l'expression de fortes politiques publiques, initiées habituellement au niveau national grâce à un changement du cadre législatif, l'imposition de nouvelles normes de construction, plus économes en matériaux et en systèmes techniques basés sur une hyper consommation en ressources non renouvelables ou faiblement renouvelable, et basés sur une forte dépendance à l'économie de la globalisation. Des politiques urbaines dissuasives par rapport à l'urbanisation périphérique, favorable à une densification des cœurs de villes et des banlieues, fondée sur l'amélioration de la qualité et de la variété des équipements collectifs rapportés au nombre d'habitants par quartier, dont on entend augmenter le nombre d'emplois locaux par rapport aux actifs résidents par le développement d'une économie résidentielle locale de qualité, de façon à réduire le volume des déplacements contraints, en dotant les quartiers résidentiels de fonctions de services supérieurs, de façon à réduire le phénomène de « plaques » urbaines mono-fonctionnelles, et donc de nature à réduire l'intensité des déplacements domiciles travail. Une ville « globale » différente prend forme peu à peu, qui entraîne dans son sillage les différents éléments constitutifs de la ville héritée du fonctionnalisme de la ville fordiste du 20^{ème} siècle, qui redonne au « local » toute sa dignité sur le plan culturel et anthropologique, rendant possible un nouveau lien intergénérationnel et un nouveau mode de relation homme-nature-culture.

Les deux démarches, celle du changement par « la base » et celle du changement par « le sommet », sont-elles aussi contradictoires que l'on pourrait croire au premier abord ? Le fait est que si les deux mouvements ne se rejoignent pas, ne s'épaulent pas, le risque est grand de se retrouver dans la situation de deux tunneliers qui prennent des trajectoires différentes, débouchant chacun pour son compte sur une impasse. En effet, le risque de la première démarche, c'est celle de toutes les démarches sociales expérimentales qui en restent au stade de l'expérimentation et de l'exemplarité sans entraîner d'effets cumulatifs, et sans effets de seuils critiques. Pire, elles peuvent entraîner des effets pervers, comme par exemple une augmentation de la charge foncière du fait de la qualité des aménagements ou de leur image en terme de marketing immobilier, qui entraîne un effet d'éviction sur les couches sociales défavorisées situées au voisinage de ces quartiers dits durables, mais qui, de fait, ne sont accessibles que par des catégories privilégiées. Et, sortie du garage, la voiture des ces « bio-quartiers » restera le mode dominant de relation avec les zones d'activités intra ou extra locale. L'effet devanture de ces quartiers « doux » ne serait que de l'esbroufe qui masquerait l'inertie des systèmes globaux d'organisation de l'espace. Inversement, des politiques globales non relayées par des initiatives de citoyens responsables et conscients des limites du modèle urbain hérité d'un demi-siècle d'urbanisation basée sur une utopie fonctionnaliste dont on prend seulement maintenant conscience qu'elle entraîne les sociétés urbaines dans une impasse, trouveraient rapidement leurs limites, comme si elles manquaient de souffle, et ne sauraient faire sens.

Or, on peut faire l'hypothèse que si les deux démarches ne trouvent pas leur point de convergence et d'articulation, tant sur le plan des relations spatio-temporelles entre les échelles territoriales et d'articulation entre les système de gouvernance et de régulation, c'est finalement « l'autre ville », celle des systèmes hérités de période fonctionnaliste antérieure qui va indéfiniment prendre le dessus, ou garder le dessus, ne serait-ce que parce que de puissants intérêts économiques vont dans le sens du non changement, de la reproduction à l'identique du système en place. A titre d'exemple, on voit bien que les nouvelles technologies de motorisation automobiles, du type moteurs hybrides ou tout électrique, représentent en réalité un levier du maintien des systèmes urbains éclatés à forte implication de modes de transports basés sur l'hyper mobilité individuelle, tout en réduisant la teneur en émission de gaz à effet de serre, et pour se prémunir contre les risques liés à des coûts croissants, voire intolérables, du coût de l'énergie pour l'usager moyen. C'est ce que l'on entend par le terme de stratégies (intelligentes) « d'adaptation »

Ainsi, tout donne à penser que des forces contraires travaillent la ville et les systèmes urbains contemporains. Faute d'une stratégies multi niveaux et multiforme, il est possible, sinon probable que la ville dont les prochaines générations vont hériter seront des villes faiblement durables, en tous les cas très loin des intentions affichées allant dans le sens de la réduction des causes du réchauffement climatiques, voire incapables de s'adapter aux conditions d'une mutation climatique sévère.

Guy Loinger

Les actes du séminaire du 29 janvier 2010 seront publiés dans le n° 14 de la revue Territoires du Futur, revue internationale de prospective territoriale.

Ouvrages récents concernés par les problématiques territoriales :

- Jacques de Courson. L'appétit du Futur. Voyage au cœur de la prospective. Editions Charles Léopold Mayer, 2006. 124 pages diffusion@ecim.fr tel : 01 48 06 48 86.
- Philippe Durance ; Stéphane Cordobès. Attitudes prospectives. Eléments d'une histoire de la prospective en France après 1945. L'harmattan, 2007, 28,50 euros
- Laurent Davezies. La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses, Ed du Seuil, 110 p, 2008, 10,50 E
- Alain Rallet et André Torre. Les nouvelles proximités urbaines, Editions l'Harmattan, 19,50 euros
- Bernard Cazes. Histoire des Futurs, les figures de l'avenir de St-Augustin au 21 ème siècle, l'Harmattan, 2008
- Olivier Mora, coordinateur, Les nouvelles ruralités à l'horizon 2030, Editions Quae, 2008, 111 Pages. 20 euros
- Fabienne Goux-Baudiment, Ghislaine Soulet, J de Courson, Quiz pour conduire un exercice de prospective territoriale, CERTU 2008, 25 euros
- Thierry KIRAT et André Torre. Territoires de conflits, analyse des mutations de l'occupation de l'espace. L'harmattan, 324 pages, 29 euros, 2008
- Etude réalisée par le GEISTEL pour le PIPAME sur « Méthodologie d'évaluation des performances économiques des territoires, rapport Denis Carré, Guy Loinger, 2008. Disponible sur demande.

**Prochain séminaire OIPR, le 1^{er} avril 2010. les mobilités physiques et immatérielles
Séminaire suivant, le 25 juin 2010. L'état des controverses sur la réforme des collectivités locales**

Bulletin d'inscription au 93ème séminaire de l'O.I.P.R. du 29 janvier 2010

Eco-quartiers et Eco-villes

MEEDDM, Arche Sud, La Défense. *Salle 34M29*

Participations aux frais

Prière de retourner *avant le 25 janvier 2010* accompagné du chèque d'inscription, ou par mail accompagné d'un courrier d'inscription. L'inscription au séminaire vaut convocation. Une facture est envoyée après le séminaire. Ecrire lisiblement l'adresse email.

*Il est recommandé d'envoyer la copie de l'inscription par mail à Guy Loinger :
geistel@wanadoo.fr*

NOM et prénom.....
Organisme.....
Fonction.....
Adresse.....
Code postal/ville.....
Téléphone.....
Fax.....
E mail.....

Je participe au séminaire de prospective le 29 janvier 2010: oui{ }non{ }

Le déjeuner est possible à vos frais au restaurant du MEDDAT sur le site de l'Arche

Montant de participation :

- 80 Euros TTC pour les personnes qui participent au nom de structures *non adhérentes*
- 50 Euros TTC pour les représentants de *structures adhérentes*
- 40 euros TTC pour les *particuliers non adhérents*
- 30 Euros TTC pour les *particuliers adhérents*

Gratuit pour les étudiants en thèse DEA et Master d'Aménagement du Territoire: *En contrepartie, les étudiants doivent s'engager à faire un compte-rendu de la journée susceptible, après relecture, d'être diffusé aux participants.*

Chèque à l'ordre de l'O.I.P.R.

En cas d'annulation, veuillez envoyer un courrier ou un message mail 48h à l'avance.

Montant de l'adhésion annuelle 2009-2010

- 200 Euros pour les structures publiques ou privées.
- 20 Euros pour les particuliers.

Remarque : le code APE de l'OIPR est 732 Z. N° SIRET 388 974 9

Observatoire International de Prospective Régionale

OIPR, 58 rue Daguerre, 75014 Paris. Tél : 01 45 65 09 98. Mail : geistel@wanadoo.fr

Sommaire du numéro 11 de “Territoires du Futur” Décembre 2009

Editorial

Les territoires, entre circuits économiques longs et circuits courts

Dossier central Séminaire OIPR n°89 du 9 décembre 2008

Les politiques régionales de l’innovation en France et en Europe

Etude de prospective

Marc-Urbain Proux. Vision 2025 au Lac Saguenay au Québec

Sciences des territoires

Arnaud du Crest. Pour une économie des territoires

Débats et recherches en prospective

Christophe von Fischer. La méthode des forums de débats

La prospective territoriale dans le monde

Laura Zimmermann. La ville de Mexico face aux défis environnementaux et climatiques

Événement

André Joyal. La disparition de Georges Benko. Georges Benko et le Québec

Bibliographie

Christian Lemaignan. « Faire territoire » sous la direction de Gérard Baudin et Philippe Bonnin. Editions Recherche, 2009.

Bulletin d'abonnement à la Revue Territoires du Futur

Abonnement aux numéros : 11 , 12, 13, 14

Le numéro 12 doit être publié prochainement

Note. L'abonnement n'est pas à l'année, mais au numéro.

Montant de l'abonnement TTC (4 numéros)

80 euros, plus frais de port : 10 euros soit 90 euros TTC

Adhérents OIPR : 60 euros, plus 10 euros de frais de port, soit 70 euros TTC

Abonnement de soutien, 120 euros

Abonnement électronique : 60 euros non adhérents OIPR, 40 euros adhérents OIPR

Chèque à l'ordre de : GEISTEL EDITIONS

Adresse d'envoi des versements :

Guy Loinger, EDITIONS du GEISTEL, 58 rue Daguerre 75014 Paris

Paiement par virement possible (cf bas de page)

NOM, Prénom.....
Société/organisme.....
Adresse.....

.....
Ville et code
postal.....
Téléphone professionnel.....
Téléphone personnel..... n° de portable.....
Fax.....
E mail.....

Formule n°1 : abonnement « papier » non adhérents OIPR : 90 euros Oui, Non

Formule n°2 : Abonnement « papier » adhérents OIPR : 60 euros ; Oui, Non

Formule n°3 : Abonnement électronique non adhérents OIPR : 60. Euros, Oui, Non

Formule n°4 : Abonnement électronique adhérents OIPR : 40 euros Oui, Non

Montant de l'adhésion OIPR : 200 euros personnes morales, 60 euros personnes physiques.

Total versement.....

Dans le cas d'une adhésion à l'OIPR, faire un chèque Geistel Edition et un ch7que OIPR

RIB Geistel Edition : Banque 30066. Guichet : 10211. Numéro de Compte : 00010535702. Clé 19

Domiciliation CIC Paris-Tolbiac 224 rue de Tolbiac 75013 Paris

IBAN FR:76/ 3006/ 6102/ 1100/ 0105/ 3570/ 219 BIC: CMCIFRPP

Numéro de SIREN: 352 518 625 Numéro SIRET 352 518 625 00012 Code APE 913 E

Tout abonnement fait l'objet d'une facturation et de l'envoi des numéros par voie postale.

E-mail : geistel@wanadoo.fr Site web : www.reperes-oipr.com

Téléphone : 01 45 65 09 98 et 06 64 99 10 26